

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517 700 Cables: OAU, ADDIS ABABA

---

## UA-SAFGRAD

**Booster la Recherche et l'Innovation Agricoles pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2063 en Afrique**

# Vidéo - Conférence sur

**Mécanisme Innovant de Financement de la Recherche et du Développement Agricoles en Afrique**

*“Vers la réalisation de la recommandation de l'Union Africaine d'allouer 1% du PIB à la Recherche et le Développement ”*

**Titre de la réunion:** Un Mécanisme Innovant de Financement de la Recherche et du Développement Agricoles en Afrique

**Date:** 02 juillet 2020

**Heure:** 10 H – 12 H, GMT

**Nombre de participants attendus et service d'interprétation simultanée:** 200/Oui (Français et Anglais)

## 1. Contexte

La productivité et la croissance agricoles sont la clé de la réduction de la pauvreté en Afrique. La croissance agricole a un impact significatif sur le reste de l'économie. Les dirigeants africains considèrent l'agriculture comme étant le moteur de la réduction de la pauvreté et du développement économique en général. En 2003, la Commission de l'Union Africaine (CUA) a lancé le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) qui décrit la vision collective des dirigeants africains sur les moyens d'atteindre un objectif de 6% de croissance par an du secteur. Par la suite, le Pilier IV du PDDAA a été lancé en 2006 comme stratégie d'appui aux efforts de recherche agricole, de diffusion et d'adoption des technologies en Afrique. Plus tard, la Déclaration de Malabo en 2014 a encore souligné la nécessité de renforcer la génération, la diffusion et l'adoption de technologies.

La Recherche et le Développement (R&D) Agricoles en Afrique sont principalement financés par les gouvernements nationaux et les donateurs avec des variations d'un pays à l'autre. Certains pays continuent d'être très dépendants des donateurs alors que d'autres sont financés à travers des allocations budgétaires gouvernementales. Le financement des donateurs et les prêts couvrent généralement les coûts de fonctionnement et les investissements, mais sont très aléatoires. Au cours de ces dernières années, les donateurs tant traditionnels que nouveaux, ont réaffirmé leur intérêt pour le financement de la recherche agricole en Afrique. La R&D agricoles constituent de nouveau une priorité pour les donateurs, les politiques et les décideurs. Les Chefs d'Etat, lors de la réunion du G20 de 2012 à Mexico, ont par exemple souligné l'importance de la R&D dans la promotion de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire. Le rôle fondamental de la R&D dans l'augmentation de la production vivrière tout en protégeant les ressources naturelles, a également été souligné dans l'agenda de développement post-2015 des Nations Unies. Plus récemment, l'Agenda de la Science pour l'Agriculture en Afrique (S3A) a été adopté lors du Sommet des Chefs d'Etat Africains de 2014, ce qui a nécessité l'élaboration d'un plan continental de mise en œuvre.

Bien que certains pays aient augmenté leurs appuis à la R&D agricoles, les niveaux globaux d'investissement dans la plupart des pays africains demeurent en-dessous de ceux requis pour pérenniser des programmes viables de R&D agricoles qui répondent aux priorités actuelles et futures. Les dépenses brutes de l'Afrique pour la recherche et le développement comme proportion du PIB se chiffrent à environ 0,5 pour cent comparativement à la moyenne mondiale de 2,2 pour cent. La mobilisation des appuis politiques et financiers intérieurs pour la R&D agricoles a été difficile. Le temps inévitablement long entre l'investissement dans la recherche et l'atteinte de résultats tangibles constitue l'une des raisons de cette situation. Une autre raison est que les preuves de gains élevés provenant de la R&D agricoles en Afrique sont limitées. Alene (2010) a trouvé un écart de 10 ans entre l'augmentation des dépenses pour la R&D agricoles et la croissance de la productivité agricole.

## 2. Justification

De nombreuses études sur les changements dans la productivité agricole entre les pays africains ont aussi porté sur les facteurs déterminants. Bien qu'un certain nombre de facteurs aient été identifiés par les différents auteurs, plusieurs résultats soulignent l'importance capitale des investissements dans les systèmes de R&D. Cependant, les dépenses consacrées à la recherche agricole comme part du Produit Intérieur Brut agricole (PIB Ag) de chaque pays sont très faibles, avec des ratios allant de moins de 0,2 pour cent à 4,0 pour cent. La majorité des pays ont des ratios de moins de 0,5 pour cent. Bien que des investissements dans la R&D agricoles aient été identifiés par plusieurs auteurs comme étant les principaux moteurs de la croissance de la productivité, seuls quelques pays ont fait des investissements significatifs dans la R&D. Il est difficile d'imaginer comment les pays entendent promouvoir des changements techniques considérables alors qu'ils sous-investissent dans un domaine prioritaire clé comme les systèmes de R&D dans le but de développer et fournir des intrants modernes aux exploitants agricoles.

Les contributions des donateurs représentaient 35 pour cent du financement en moyenne pour les principales agences de recherche agricole en 2000. Cinq années plus tôt, près de la moitié des financements de la recherche agricole des 20 pays provenait des contributions des donateurs. La forte dépendance des fonds des donateurs a mis la R&D en Afrique à risque d'une part, et dicté l'agenda de la recherche sur le continent d'autre part.

Pendant ce temps, les financements venant de sources autres que le gouvernement ou les donateurs, telles que les recettes générées à l'interne, sont relativement faibles et ne représentent que 11 pour cent du total des financements en 2000 à l'exception de quelques pays comme le Bénin et la Côte d'Ivoire. Il convient de rechercher des voies et moyens plus alternatifs et plus durables de financement de la R&D agricoles sur le continent. Les agriculteurs eux-mêmes, le secteur privé et d'autres parties prenantes doivent être les acteurs clés de la mobilisation des financements pour la R&D sur le continent. Les pays atteignent généralement l'objectif de 1 pour cent du PIB pour la recherche et l'innovation quand la recherche et le développement financés par les entreprises dépassent la recherche et le développement financés par l'Etat.

Au regard de ce qui précède et pour répondre à la Décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'allouer au moins 1% du PIB à la recherche, l'UA -SAFGRAD organise un webinar sur un mécanisme innovant de financement de l'Agriculture et du Développement en Afrique. Le but de cette vidéo - conférence est de discuter de stratégies de mise en œuvre de mécanismes alternatifs d'appui aux activités de recherche au niveau pays et tirer des enseignements des pays comme l'Afrique du Sud qui ont réussi à impliquer davantage le secteur privé. .

## **2. Objectifs de la Vidéo - Conférence**

Le webinar proposé vise à créer un espace d'échanges et de partage d'expériences entre les SNRA, OSR, GCRAI, CER et les agences des Nations Unies sur un mécanisme de financement national tangible d'appui à la R&D sur le continent. Un accent particulier sera mis sur le financement innovant par le canal traditionnel.

Les objectifs spécifiques de la conférence sont les suivants:

- ✓ Analyser les tendances, les défis et les opportunités du financement de l'agriculture en Afrique
- ✓ Mobiliser des appuis accrus du Gouvernement pour la R&D agricoles
- ✓ Promouvoir la coopération régionale
- ✓ Eclairer les politiques sur les moyens de faciliter la participation du secteur privé
- ✓ Mettre en place et /ou renforcer des agences nationales chargées de la mobilisation des financements pour la recherche et le développement agricoles
- ✓ Encourager la commercialisation des technologies
- ✓ Créer des centres et des pôles d'innovation et de technologies (Centres d'Excellence) comme outils d'augmentation des dépenses consacrées à la recherche et au développement.

## **3. Résultats attendus**

- ✓ Des mécanismes de financements agricoles publics pour des projets de recherche et développement publics et privés sont discutés et documentés
- ✓ Les politiques actuelles d'engagement du secteur privé sont éclairées
- ✓ La commercialisation des technologies à travers des politiques nationales claires est discutée et encouragée
- ✓ L'émergence et la croissance des technopôles comme déterminants des dépenses de recherche et développement sont soutenues
- ✓ Un mécanisme de financement de la recherche par les entreprises est exploré
- ✓ La coopération régionale en matière de recherche agricole est promue
- ✓ Les expériences et les meilleures pratiques sont partagées entre les pays

## **4. Structure du dialogue**

Le déroulement de la conférence sera structuré comme suit: Les conférenciers partagent leurs points de vue et leurs expériences sur les domaines thématiques identifiés ci-dessus, suivis par des discussions/échanges avec les participants. La séance est de nature interactive et doit permettre un engagement solide des participants à

partager les expériences. Les conférenciers sont les responsables des SNRA, des OSR, des GCRAI, des CER et des Agences des Nations Unies, etc.

## **5. Participants**

La conférence réunira les représentants des centres nationaux de recherche agricole (SNRA), des institutions internationales de recherche y compris les Centres GCRAI et d'autres expertises pertinentes. Elle bénéficiera par ailleurs des idées et de l'expérience des représentants de la Commission de l'Union Africaine (CUA); des Communautés Economiques Régionales (CER), des agences des Nations Unies ainsi que de la communauté des donateurs.